



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-28
Séance du 4 avril 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le quatre avril à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Romane Palau, Paloma Pervent, Brigitte Torrandell

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, Mme Elodie Joannot pouvoir à M. Roger Caizergues, M. Filipe Serra pouvoir à M. Philippe Lenoir, Mme Fanny Suau pouvoir à M. Michel Perez, Mme Irène Vilaplana pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 15

Procurations : 6

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

31 mars 2023

Objet : Liste des emplois et conditions d'occupation des logements de fonction

M. le maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L721-1 à L721-3,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles R.2124-64 à D.2124-75-1,

Vu le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement,

Vu l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R.2124-72 et R.4121-3-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant ce qui suit :

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, un logement de fonction peut être attribué après avis du comité social territorial :

- Pour nécessité absolue de service :

Ce dispositif est réservé :

- Aux agents qui ne peuvent accomplir normalement leur service sans être logés sur leur lieu de travail ou à proximité notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité,
- À certains emplois fonctionnels (DGS de communes de plus de 5000 habitants ou d'EPCI de plus de 20000 habitants, ou DGA de communes ou EPCI de plus de 80000 habitants),
- À un collaborateur de cabinet (de communes ou EPCI de plus de 80000 habitants).

Chaque concession de logement est octroyée à titre gratuit.

Toutes les charges courantes liées au logement de fonction (eau, électricité, chauffage, gaz, assurance habitation, travaux d'entretien courant et menues réparations, taxe d'habitation...) sont acquittées par l'agent.

➤ Pour occupation précaire avec astreinte :

Ce dispositif est réservé aux emplois tenus d'accomplir un service d'astreinte et qui ne remplissent pas les conditions ouvrant droit à la concession d'un logement pour nécessité absolue de service.

Chaque concession de logement est octroyée à titre onéreux (50 % de la valeur locative – la redevance n'est plus modulable).

Toutes les charges courantes liées au logement de fonction (eau, électricité, chauffage, gaz, assurance habitation, travaux d'entretien courant et menues réparations, taxe d'habitation, ...) sont acquittées par l'agent.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de fixer par délibération, la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué à titre gratuit ou moyennant une redevance, en raison des contraintes liées à leur fonction.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

Décide

- De fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué selon le dispositif suivant :

Article 1 : Concession de logement pour nécessité absolue de service

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
<i>Gardien du complexe sportif</i>	<i>Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site dans une zone sensible</i>
<i>Gardien du parc du château</i>	<i>Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site dans une zone sensible</i>

Article 2 : Convention d'occupation précaire avec astreinte

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
Sans objet	

- D'inscrire au budget les crédits correspondants ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;
- De charger l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir de ce jour ;

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 4 avril 2023

Roger CAIZERGUES
Maire



François PETIT
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 3.6